

Ce qui a
décrédibilisé* le
mouvement cette
semaine :



contact :
cgebrest@gmail.com
et dans la grève

prix libre

* lire le texte « *Crédibilité, quand tu nous tiens* »
demandez-le aux grévistes ou téléchargez-le sur
<http://www.les-renseignements-generaux.org/>

Pensées Mouvementées



journal du comité de grève étudiant de brest

Ce journal est en mouvement.
Il est né d'une envie spontanée
d'étudiants grévistes d'exprimer leurs
ressentis, débats, impressions, de
verbaliser leur émulation, à savoir :
cette réappropriation politique et
collective de la grève.
Pour qu'il reste quelque chose de ce
mouvement : une mémoire et un point
d'ancrage pour les luttes à venir.

Numéro 1
Mars 2009

3ème semaine de blocage de la faculté
Victor Segalen

Sommaire

Récapitulatif actuel du mouvement

Pages 2-3

Comme un parfum de grève humaine

Pages 4-6

Pourquoi investir les locaux du Télégramme ?

Page 7

Les médias alternatifs

Page 8

Le Pseudo-apolitisme associatif

Pages 9-10

Du Choix de la grève, à la mise en pratique de la grève

Page 11

Sur le « contrôle » du mouvement

Pages 12-13

Sur la notion de « vie »

Page 14

La joie de la grève

Pages 15-16

La grève par Simone Weil

Pages 17-18

de l'organisme humain – et non à la cadence imposée par le chronométréur. Bien sûr, cette vie si dure recommencera dans quelques jours. Mais on n'y pense pas, on est comme les soldats en permission pendant la guerre. Et puis, quoi qu'il puisse arriver par la suite, on aura toujours eu ça. Enfin, pour la première fois, et pour toujours, il flottera autour de ses lourdes machines d'autres souvenirs que le silence, la contrainte, la soumission. Des souvenirs qui mettront un peu de fierté au coeur, qui laisseront un peu de chaleur humaine sur tout ce métal.

extrait de *La vie et la grève des ouvrières métallos* (1936), dans *La condition ouvrière*,
Simone Weil

Les grévistes, à la lecture de cet extrait, se sont accordés pour dire qu'il exprimait très bien la joie que l'on pouvait ressentir pendant la grève.

Si l'université ne coupe pas de doigts, elle laisse parfois une certaine amertume, une frustration dans l'esprit. La question ici n'est pas de savoir si l'oppression est plus forte dans l'usine ou dans l'université. Ce que nous avons vécu, et ce que d'autres ont vécu, c'est cette vie de la grève, le sentiment de pouvoir enfin habiter le lieu de travail que nous fréquentons tous les jours, et qui pourtant nous échappe si souvent.

La grève

C'est que dans ce mouvement il s'agit de bien autre chose que de telle ou telle revendication particulière, si importante soit-elle. Si le gouvernement avait pu obtenir pleine et entière satisfaction par de simples pourparlers, on aurait été bien moins contents. Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser. Se tenir debout. Prendre la parole à son tour. Se sentir des hommes, pendant quelques jours. Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange.

Oui, une joie. J'ai été voir les copains dans une usine où j'ai travaillé il y a quelques mois. J'ai passé quelques heures avec eux. Joie de pénétrer dans l'usine avec l'autorisation souriante d'un ouvrier qui garde la porte. Joie de trouver tant de sourires, tant de paroles d'accueil fraternel. Comme on se sent entre camarades dans ces ateliers où, quand j'y travaillais, chacun se sentait tellement seul sur sa machine ! Joie de parcourir librement ces ateliers où on était rivés sur sa machine, de former des groupes, de causer, de casser la croûte. Joie d'entendre, au lieu du fracas impitoyable des machines, symbole si frappant de la dure nécessité sous laquelle on pliait, de la musique, des chants et des rires. On se promène parmi ses machines auxquelles on a donné pendant tant et tant d'heures le meilleur de sa substance vitale, et elles se taisent, elles ne coupent plus de doigts, elles ne font plus de mal. Joie de passer devant les chefs la tête haute. On cesse enfin d'avoir besoin de lutter à tout instant, pour conserver sa dignité à ses propres yeux, contre une tendance presque invincible à se soumettre corps et âme. Joie de voir les chefs se faire familiers par force, serrer des mains, renoncer complètement à donner des ordres. Joie de les voir attendre docilement leur tour pour avoir le bon de sortie que le comité de grève consent à leur accorder. Joie de dire ce qu'on a sur le cœur à tout le monde, chefs et camarades, sur ces lieux où deux ouvriers pouvaient travailler des mois côte à côte sans qu'aucun des deux sache ce que pensait le voisin. Joie de vivre, parmi ces machines muettes, au rythme de la vie humaine – le rythme qui correspond à la respiration, au battement du cœur, au mouvement naturel

Récapitulatif actuel du mouvement

Actuellement, les AG rassemblent plus de 500 personnes et le comité de grève est constitué d'une grosse cinquantaine de membres.

Dans les premières Assemblées Générales, qui peinaient à rassembler plus de 100 personnes, les propositions de blocage étaient ignorées.

Le comité de grève, considérant que son énergie faiblissait, a un moment pensé que le blocage permettrait de maintenir le mouvement, voire même de l'accroître. Il s'est donc mobilisé dans le but de réaliser une AG dans laquelle le vote du blocage serait proposé.

Lors d'un débat autour de la privatisation de l'université, les personnes présentes se sont interrogées sur son rôle et son devenir. Ils en ont conclu que, à travers la LRU et les autres réformes en cours, l'université tendrait à s'adapter au marché mondial, en accordant à ce dernier une place beaucoup trop importante.

Le mardi 3 mars 2009, le blocage est voté dans une AG de 350 personnes. Les grévistes se répartissent dans quatre commissions ayant chacune un rôle bien déterminé.

Le blocage s'organise. Certains le contestent au nom du droit à l'indifférence.

Le lendemain, le Congrès réunit les trois conseils de faculté. Il a pour rôle de fixer le positionnement officiel de l'UBO face aux réformes en cours. D'entrée de jeu, M. Olivard (président de l'UBO) affirme qu'aucun vote ne sera effectué, alors qu'il avait promis le contraire.

Puis le débat s'ouvre sur la répression, notamment autour de Tarnac (<http://www.soutien11novembre.org/>) ainsi qu'au sujet des sans-papiers (<http://www.cassspapier.gwiad.org/>).

Suite au Congrès, les enseignants se rallient à la manifestation des étudiants se dirigeant vers la présidence (retapissée par nos tracts).

L'AG suivante réunit 600 personnes. Le Comité de Résistance Anti Blocage (C.R.A.B.) conteste la légitimité de ce blocage. Mais le débat est ouvert et plusieurs personnes venues pour voter contre cette action changent d'avis. Le blocage est donc reconduit avec une forte majorité.

Vendredi 6 mars, une conférence sur la « domination masculine dans les mouvements sociaux » est organisée par le Planning Familial.

Le blocage est levé momentanément le 7 mars à l'occasion des portes ouvertes. On y établit un point d'information constitué de canapés crasseux et de vélos en piteux état. Notre banderole prône ce slogan : « Mort au marketing universitaire ». Ceci n'est pas vraiment apprécié par nos administrateurs qui nous demandent de l'enlever et de cesser cette provocation. Nous parvenons néanmoins à diffuser des tracts aux personnes présentes à ces Portes Ouvertes.

Le lundi 9 mars, est organisée une journée sur le thème des médias. Après la projection d'un court métrage sur l'occupation de France Bleu Isère durant le mouvement dit anti-CPE à Grenoble (*On s'occupe des médias*, téléchargeable sur <http://www.les-renseignements-genereux.org/>), 70 personnes débattent, en présence des médias, sur leur rôle dans les mouvements sociaux.

Le soir, Les Piqueteros jouent *Prolo* et attirent 200 personnes, qui se retrouvent à la suite de la représentation autour de crêpes.

Le mardi 10 mars, la manifestation étudiante rencontre brièvement les IUT sans fusion entre les deux mouvements (l'AG étudiante a par la suite voté le soutien aux IUT). Le Télégramme est occupé par 120 personnes (voir l'article *Pourquoi investir les locaux du Télégramme*, écrit durant l'occupation).

L'AG du jour laisse apparaître quelques divergences sur les moyens d'action.

Le 11, une manifestation de la maternelle à l'université regroupe 400 personnes. Les étudiants sont regroupés derrière la banderole « Vive la Commune Universitaire de Brest ».

Le 12, la présidence est occupée par une centaine d'étudiants et de professeurs. Les conseils se réunissent à nouveau pour laisser apparaître une position officielle de l'UBO. Ils ont demandé le report de la masterisation des concours de l'enseignement, et ont mandaté quelques personnes pour réfléchir sur le statut des enseignants chercheurs.

pour se concentrer sur l'instant présent, sur ces jours libérés par le blocage, à réfléchir comment les exploiter/explorer au mieux. Et c'est ainsi que naissent les ateliers, zones de gratuité, débats proposés par certains, idées de projection pour d'autres, gens de l'extérieur venant faire vivre la fac par du théâtre, de la musique...

Un microcosme se construit petit à petit, organisation pour vivre la grève effective, sans leaders, sans hiérarchie, cercle au départ restreint qui s'enrichit de l'apport de chaque nouvel-le arrivant-e, quand ses questions, doutes ou connaissances se rajoutent au collectif, alimentant le dynamisme ambiant.

Cette joie, c'est expérimenter l'auto-organisation, au jour le jour. C'est un apprentissage, à un niveau horizontal, des uns aux autres. C'est jouer avec les limites que nous impose cette société, par des petits gestes qui se passent tous les jours sur ce blocage, réapprendre une simplicité de contact entre personnes.



Joie dans la grève

Joie, un mot qui revient régulièrement dans la bouche des participant-e-s au mouvement, qui s'invite régulièrement dans les conversations pour décrire ce que nous vivons en ce moment.

Elle commence pour certains par la réappropriation de ce lieu aseptisé dans lequel nous vivons. Et ce, en amenant des meubles tout droit sortis d'un autre environnement également aseptisé. Meubles qui prennent un sens dans les esprits au cours d'un trajet de cinq minutes. C'est avec plaisir que l'on se retrouve sur ces chaises, matelas et autour des diverses tables pour les discussions, siestes, bagarres et autres repas collectifs.

Ces repas sont une base de ce mouvement. Nous sommes en effet passé du côté exceptionnel des repas d'occupation ponctuelle au quotidien de la préparation des repas collectifs, et à ce partage des idées autour de la désormais traditionnelle soupe, accompagnée de ce que l'on a pu faire. C'est ce partage qui plaît, des courses-récup' à la cuisson, de l'épluchage jusqu'à la dégustation, le tout dans des vapeurs de discussion.

Conversations, échanges, discussions, rencontres... tout un tissu humain se constitue dans cette grève, né de la rencontre des individus dans cet espace, où les gens, normalement, ne font que passer. C'est tous ces cris, ces bruits, la musique et les affiches amenés par la réappropriation qui montrent que la fac n'est plus seulement un lieu de consommation de cours mais une interface entre les individus. C'est presque un langage gréviste qui se construit, expressions de chacun-e reprises par tou-s-tes.

Cette grève, c'est un partage d'émotions, de ressentis, des blagues qui commencent à s'installer entre les individus qui se rencontrent. C'est aussi ces énervements qu'il faut dépasser, ensemble, comme en AG quand il faut repartir à zéro, justifier toute la dynamique de cette grève auprès de gens, extérieurs, qui ne cautionnent pas ce bouillonnement de personnalités qui se découvrent dans un jour nouveau.

Dans cette grève, savoirs et pratiques s'échangent, idées stagnantes chez certains qui peuvent se libérer au grand jour. Ici, nous pensons à court terme, refusant pour un temps, la vie tellement tournée vers le futur,



Comme un parfum de grève humaine

Il y a environ un mois et demi, un groupe d'une dizaine d'étudiants de la fac Segalen et d'ailleurs, mécontents des réformes en cours, ou votées l'an dernier (LRU), et plus globalement de la tournure prise par la société actuelle, décident de se réunir. Ce groupuscule essaya tant bien que mal de sensibiliser la population universitaire à ces sujets par du tractage et de l'affichage. Ils sont rejoints progressivement par d'autres étudiants et doublent ainsi leur effectif ! Cette vingtaine de personnes adopte alors le nom de « comité de grève », dont le principe est voté par la suite en Assemblée Générale.

Un principe s'impose très vite naturellement : aucun représentant. De cette façon, le mouvement ne dépend pas d'une seule personne mais de l'énergie de tous, est plus solide et ne menace pas de s'effondrer en cas de défaillance du leader. Cette absence de hiérarchie permet ainsi à chacun de trouver sa place au sein du collectif.

Cette bande de joyeux lurons prône la réappropriation de la faculté par ses étudiants et investit le hall et l'ex-fumoir (aujourd'hui « Case à Palabres ») par des canapés, des chaises et divers objets récupérés dans la rue. Cette installation de mobilier posa au départ quelques soucis puisque l'administration et même certains étudiants trouvaient que cela « donnait une mauvaise image de la fac », ressemblait à un « squat ». Mais peu à peu ces objets ont été acceptés et l'administration a même joliment résumé notre intention en affirmant que nous redonnions « une deuxième vie aux objets ». Le premier canapé ayant été jeté, nous avons été frapper à la porte de Sud Étudiant où deux bonnes âmes ont accepté

que l'on entasse notre « bazar » (ce local est d'ailleurs rebaptisé « Sud brocante ») pour que d'une nuit sur l'autre il ne soit pas enlevé. A l'heure actuelle, notre mobilier reste en place d'un jour à l'autre suite à un accord tacite.

Mais rapidement il a été bien triste de constater que les grévistes étaient moins nombreux que les places sur nos nouveaux canapés ! Si beaucoup d'étudiants se sentaient concernés, la peur de rater des cours était très présente. Il fallait remédier à cette situation, et c'est ce qu'a permis le blocus, voté en AG, en mettant ainsi sur un même pied d'égalité tous les étudiants face aux examens et en permettant aux boursiers qui doivent impérativement assister à leurs TD de participer à la mobilisation. Avec désormais une grosse cinquantaine d'étudiants dans le comité de grève, les discussions et l'organisation devaient être revus. Quatre commissions ont donc été créées : Commission externe (manifestations, tracts et informations à l'extérieur), Commission interne (organisation de projections, débats, événements culturels), Commission textes de loi et presse, Commission organisation. Si une certaine structure est parue nécessaire pour faciliter le dialogue et l'organisation, les nouveaux arrivants ont adopté le principe de ne pas avoir de tête dominante dans le mouvement.

La récupération dans les poubelles de grands magasins de fruits, légumes, pâtisseries, s'est aussi mise en place et de délicieuses soupes chaudes ont été organisées. L'épluchage collectif de légumes est devenu un moment d'échange enrichissant entre les cuistots du jour. Des crêpes ont été faites et des cafés et thés commerce équitable sont également donnés toute la journée. Le prix de ces mets est libre, ce qui permet à chacun de donner en fonction de ses moyens.

Mais l'objectif de ce blocus ne s'arrête pas à cela. Ce n'est pas un blocage qui a pour but de fermer la fac Segalen aux étudiants en les empêchant simplement de venir en cours mais bien au contraire d'ouvrir celle-ci à d'autres types de savoirs, de cultures, d'expériences, via des débats, des projections ou encore des pièces de théâtre. Le but est de créer une dynamique au sein de l'université, en permettant de s'organiser dans la lutte, d'élargir la réflexion, d'échanger malgré nos divergences d'opinion. Une journée intitulée (par provocation !) « les médias mentent » a

Sur la notion de « vie »

En ces temps de blocage, la fac se spatialise : les habitué-e-s des petites portes, ceux et celles qui préfèrent l'entrée principale et enfin les adeptes du premier étage, bureaux des associations et espace étudiant. Chacun se retrouve dans le lieu, aseptisé ou non, correspondant le mieux à sa vision d'une fac vivante parce que bloquée, même si pour certain-e-s, il n'a pas fallu attendre le blocage pour arrêter d'ignorer son voisin.

Les associations mettent en œuvre des projets sur toute l'année : fameuses soirées du jeudi, vente d'annales, compétitions sportives, voyages... Autant d'événements qui contribuent à faire vivre la fac, dans la mesure où ils permettent de rigoler ensemble, de se détendre ou de mieux préparer ses partiels. Une vie somme toute de loisirs, qui aide à se rendre en cours de meilleure humeur.

C'est donc la notion même de vie qui divise les grévistes, certain-e-s faisant le choix d'une intégration dans la société qu'ils disent contester (en réalité, ils se conforment aux normes et codes établis pour eux, mais par d'autres) tandis que d'autres, rêveurs, utopistes, gauchistes, anarchistes... voudraient non pas se fondre dans cette société qu'ils rejettent mais la transformer ; en somme, changer la vie, changer le monde !

Dès lors, comment ne pas aboutir qu'à des consensus mous en réunissant ces deux conceptions dans un même mouvement ? (ou plutôt dans un même amphithéâtre, car les dits radicaux sont les plus présents, pour ne pas dire les seuls, quand il s'agit d'être là à 7h30 ou d'effectuer des tâches non valorisées par la présence de micros ou de caméras.) S'il s'agit d'un reproche pour certain-e-s que de dire « vous ne vous arrêtez pas à la contestation des réformes en cours, mais vous proposez un mode de vie différent, dans lequel tout le monde ne se retrouve pas », c'est en un certain sens un compliment, l'assurance pour nous, grévistes, que notre action, jusque dans ses défauts, reste cohérente, justifiée et donc juste.

que personne d'autre ne possède dans ce pays : vous n'êtes pas tenus par un salaire ou un travail précaire. Personnellement, je suis heureux de rejoindre les étudiants dans leur lutte : étant un jeune intérimaire au chômage, je ne dispose d'aucun moyen d'action, et dois même quitter la manif lorsqu'elle passe devant Vedior Bis ou Crit Intérim. Ne soyez pas votre propre petit chef, votre propre flic, à moins que vous ne vous jugiez vous-même *ingérable* et dans ce cas il existe pour vous des institutions médicales. Un mouvement de petits DRH, ça ne bouscule en rien la société des gros DRH. Je vous dis merde.

été consacrée au rapport entre les médias et les mouvements sociaux et une discussion a réuni des grévistes et des journalistes (Télégramme, Radio U, Canal Ti Zef, Mutins-Mutines et La Lettre de Biélorussie). Une autre a par exemple été consacrée à la répression. Les échanges, parfois vifs mais souvent constructifs, amènent à une réflexion et une ouverture d'esprit. Dans cette même optique, plusieurs collectifs se sont présentés et ont installé des tables de presse dans le hall : CASSS paPIER (défense des sans-papiers), Comité de soutien aux inculpés de Tarnac (ou de l'antiterrorisme) ou encore le Planning Familial.

Le souhait du comité de grève est de dépasser les logiques syndicalistes, d'éviter une récupération du mouvement par une organisation quelconque. Les syndiqués s'intègrent au collectif en tant que simples individus, même si cette idée est difficile à accepter pour certains. De même que dans un souci d'horizontalité nous refusons un représentant, nous rejetons aussi les « guéguerres » intersyndicales et nous souhaitons lutter unis. Les divergences de points de vue et les débats internes existent, fort heureusement, mais nous tenons à ce qu'ils ne soient pas un frein à notre dynamique collective.

Nous espérons que ce mouvement sera rejoint massivement, le comité étant toujours ouvert à toute personne motivée pour discuter, proposer ou simplement écouter. Vivons la grève, vivons le blocus, sabotons le train-train quotidien !

Les revendications ?

Abrogation de la LRU et de tous les décrets qui en découle

Contre la masterisation des concours de l'enseignement, la réforme du statut des enseignants chercheurs...

Contre les suppressions de postes

Contre la casse de l'université, de l'éducation et du service public en général

Pour en savoir plus :
<http://www.sauvonsluniversite.com/>

Pourquoi investir les locaux du Télégramme ?

Il nous a été reproché la forme par laquelle nous prenons contact avec les médias (communiqués de presse trop longs, postés à des horaires considérés comme inappropriés).

Cette occupation, c'est venir apporter l'information et l'analyse que notre mouvement voudrait faire entendre et qui n'est pas relayée dans les médias. En ce qui concerne la forme, communiqués trop peu nombreux et trop denses ; à ce sujet il nous semble que le travail du journaliste est avant tout un travail de terrain, d'investigation et d'analyse. Ce travail ne se réduit pas à la publication de communiqués de presse. Sur la taille et la longueur du communiqué, ne nous faites pas croire qu'ils sont toujours publiés dans leur intégralité. Au niveau du format de réponse, il ne laisse aucune liberté.

Ce mouvement naît d'une volonté collective : imposer l'interview d'une personne c'est stigmatiser, stéréotyper le mouvement. Nous refusons *un* interlocuteur, parce que nous sommes tous des interlocuteurs. Notre contestation s'inscrit aussi dans le refus d'une forme unilatérale de journaux de communication. Parce que notre mouvement ne colle pas à leur représentation, notre parole perdrait de la valeur ? Elle n'aurait plus la légitimité d'être relayée au niveau médiatique ?



Sur le « contrôle » du mouvement

Permettez que l'on revienne vite fait sur la notion de « *contrôle* » ou de « *maîtrise* » du mouvement.

Quelqu'un lors de la dernière AG a affirmé que l'on « *savait très bien comment fonctionne un mouvement social* », sous-entendant qu'une cause unique (« *l'action symbolique* ») provoque immédiatement l'effet unique (« *la couverture médiatique* »), et qu'à partir de là, c'est tout cuit. C'est comme ça que ça marche, c'est comme ça qu'il faut faire, et on le sait tous évidemment très bien : il suffit d'appuyer sur le bon bouton et la satisfaction tombe dans le bac à satisfaction : chacun peut alors rentrer dormir dans les meilleurs délais.

A mon grand désarroi, c'est ma quatrième grève avec blocage et je sais de moins en moins comment tout cela fonctionne ; je m'en étonne toujours d'avantage. La seule chose que je sais et dont je suis sûr, c'est que la recette dite de « *cause à effet* » ne marche absolument pas, elle est inefficace et en contradiction totale avec ce qui constitue un mouvement et les buts qu'il poursuit. Un *mouvement* social est une *invention* sociale, une création de nouveaux rapports et un renversement des anciens, une réponse particulière donnée à une situation particulière par des individus et des collectifs particuliers. Si la société reste figée dans son ensemble, les rapports de force sont constamment en déséquilibre : pas de recette, pas de règle, on joue coup par coup.

Certains prétendent en AG que si l'on perdait le « *contrôle* », la « *maîtrise* » du mouvement, ce dernier deviendrait « *anarchique et ingérable* ». Mais de quel contrôle parlent-ils, du contrôle de qui sur qui ? Nous sommes tous égaux dans la lutte, et nos portes-paroles sont jetables : il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais un « *contrôle* » dans un mouvement social, à moins que celui-ci ne soit qu'une vaste opération publicitaire de telle ou telle bureaucratie syndicale. Or chaque gréviste porte la grève à même dose que les autres ; un *mouvement*, c'est par définition même un *débordement*, et nulle figure paternelle ne vient nous couvrir de ses doux reproches : nous sommes dramatiquement Seuls.

En tant qu'étudiants, vous avez une marge de manœuvre incroyable, une liberté

Du Choix de la grève, à la mise en pratique de la grève

Le mercredi 11 mars 2009, la manifestation de la maternelle à l'université a réuni avec une grande déception environ 400 personnes, dont une réelle minorité d'étudiants. Que se passe-t-il lorsque la mobilisation en assemblée générale est si forte alors qu'elle est si faible en manifestation ? Lorsque les revendications semblent être partagées par tant de personnes et malgré cela ne les rassemblent pas dans la rue ?

Sans doute est-il pensé individuellement que « ma présence ne changera pas le monde ». Mais cette pensée est tellement partagée, tellement loin d'être marginale que très peu nombreux étaient ceux et celles qui restaient place de la Liberté.

Il ne faut pas oublier que dans un collectif, il y a des individus, que chacun compte, et que c'est par le nombre que nous pourrions avancer. Ce n'est pas un collectif qui crée la mobilisation mais une somme de mobilisations individuelles qui le crée. Les AG permettent l'expression de points de vue personnels mais leur mise en pratique passe par les manifestations, actions, organisations de débats, etc... pour rendre visible ce point de vue, pour le sortir des murs de la fac.

Arrêtons-nous sur l'expression « faire grève ». Par le simple verbe « faire », elle traduit plus qu'une suspension, paradoxalement elle traduit une production. Faire grève c'est une implication corporelle et individuelle qui s'inscrit dans la durée. La production d'une réflexion se construit collectivement. Cette collectivité se forme à travers une conscience d'appartenance. La question est de savoir à partir de quand ou comment je m'autoproclame comme membre de la mobilisation. Dans notre situation, suis-je membre de la communauté gréviste à partir du moment où je soutiens par mon vote la grève, ou suis-je membre par ma participation physique et/ou intellectuelle au mouvement qui ne peut apporter que du soutien et être bien reçue ? Le tout est de trouver la volonté de penser, d'agir de manière égale à ceux qui le font déjà.

Les médias alternatifs

Contrairement aux médias traditionnels qui nous imposent un format trop restrictif pour ce que nous avons à porter (le fond des revendications, l'expression de la vie de la grève), les médias alternatifs nous permettent bien plus souvent de nous exprimer comme nous le voulons. Le support est moins retravaillé, monté, et à force de discussion, il est possible de faire passer un message avec ces journalistes qui n'en sont pas vraiment. Des journalistes se disant souvent « objectifs » bidouillent les faits (souvent sous pression de leur rédaction), alors que le compromis, une entente peut être entamée avec celles et ceux qui tendent quotidiennement de se réapproprier les médias.

Mercredi 4 mars, l'émission de radio Mutins-Mutines a invité des personnes de Segalen et de Rennes 2, grévistes, pour parler de ce qu'il s'y passait. C'est tous les mercredi, de 19 heures à 20 heures, sur Fréquence Mutine, 103.8 FM (et sur <http://www.mutins-mutines.c.la/>).

La Lettre de Biélorussie tient toujours ses réunions tous les lundis, à 18 heures, rendez-vous dans le hall de Segalen. On peut les contacter et commander leur magazine à : lalettredebielorussie@riseup.net

On peut trouver, en kiosques et à la fac occupée, le Plan B (bimestriel de critique des médias) et CQFD (mensuel de critique sociale).

On peut télécharger et imprimer des brochures pédagogiques de synthèse sur des sujets comme l'agriculture intensive, le nucléaire, le progrès technique... sur : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

On peut lire et publier de l'information sur les Indymédias. Pour des infos sur Brest (de temps en temps), on peut consulter Indymédia Nantes : <http://nantes.indymedia.org/>

Le Pseudo-apolitisme associatif

Une place centrale est occupée par les associations dans notre société, que ce soit par leur quantité ou par leur diversité. Certaines se revendiquent apolitiques, d'autres sans employer ce terme se contentent de ne pas soulever le débat. Pour nous, évoquer un engagement politique ce n'est en aucun cas se placer sur un échiquier ni même se déclarer sympathisant de tel ou tel parti. La volonté d'être une force indépendante, éloignée de toute revendication politique est sensible. Nous entendons ici par politique quelque chose qui va au-delà d'une gestion étatique des populations.

Ne serait-ce que par la démarche associative, il y a acte politique. Créer une association c'est reconnaître des lacunes à l'état. L'association se donne le pouvoir de combler les inefficacités et parfois de s'inscrire en opposition face au gouvernement. Par le terme de gouvernement il faut comprendre que celui-ci regroupe les différentes échelles de pouvoir, qu'il s'agisse des mairies comme des régions.

Afin de concrétiser ce discours, considérons une association de solidarité internationale comme il en existe tant à l'échelle universitaire. Faire de la solidarité internationale c'est se substituer à l'état en matière de politique étrangère. Cette substitution traduit un engagement indéniable. Un autre exemple en est celui des associations d'éducation populaire, à un niveau plus local celles-ci mettent en évidence les tares de l'éducation nationale face aux élèves en difficulté. Le discours qui consisterait à nier l'implication politique en invoquant un agissement ponctuel ou local est contradictoire. Ne pas assumer cet investissement c'est minimiser le rôle associatif. Mettons de côté la question du sens politique des associations. Toutes, de la radio universitaire se réclamant apolitique, à l'association de solidarité internationale ne faisant que sous-entendre son côté politique, ont un impact, plus ou moins fort, sur la communauté universitaire. Parler pendant des heures du prochain jeudi soir, de telle ou telle soirée, c'est prendre une parole qui aurait pû être consacrée à quelque chose porteur de sens politique.

Ceci pose la question de savoir quelle stratégie (politique) se cache derrière cette

incohérence. Cette façon qu'ont les associations de se voiler la face ne traduit-elle pas une volonté de fédération, une envie de coller aux représentations de l'opinion publique ? Or ce discours rassembleur est une façon de manipuler l'opinion afin de donner du poids au message éminemment politique qu'elles ne revendiquent pas mais sous-entendent.

Il paraît également intéressant de s'attarder sur l'attitude de l'état face à ses associations. SES associations en effet parce qu'il est investisseur au sein de ces structures. Ce financement donné aux associations est une caution, une reconnaissance de leur existence et de leurs actions. Alors que celles-ci ont clairement un rôle palliatif face au gouvernement, ce financement peut-être considéré comme une main-mise, une façon de mesurer et de contrôler l'ampleur de la communauté associative. Ne serait-ce pas également une façon de se déculpabiliser face à tous ceux qu'il néglige, tous ceux qu'il laisse sur le bord du chemin ? Ne serait-ce pas le soulagement d'une conscience bien lourde ?

